



AVEYRON

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°12-2023-348

PUBLIÉ LE 1 DÉCEMBRE 2023

Sommaire

Direction Départementale Emploi Travail Solidarités Protection des Populations /

12-2023-11-30-00001 - Agrément des tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires réalisant des opérations de prophylaxie collective dirigées par l'État dans le département de l'Aveyron pour la campagne 2023-24 (10 pages)	Page 3
12-2023-12-01-00003 - Subdélégation dans le cadre de la convention de délégation de gestion de la DREETS OCCITANIE à la DDETSPP de l'Aveyron au titre de dépenses relevant des programmes 102, 103 et 305 (2 pages)	Page 14
12-2023-12-01-00001 - Subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Claire MARGUIER, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de l'Aveyron (3 pages)	Page 17
12-2023-12-01-00002 - Subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Claire MARGUIER, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de l'Aveyron en qualité d'ordonnateur secondaire délégué (3 pages)	Page 21

Direction Départementale Emploi Travail
Solidarités Protection des Populations

12-2023-11-30-00001

Agrément des tarifs de rémunération des
vétérinaires sanitaires réalisant des opérations de
prophylaxie collective dirigées par l'État dans le
département de l'Aveyron pour la campagne
2023-24



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de l'Emploi, du Travail, des Solidarités
et de la Protection des Populations**

**SERVICE SANTÉ ET PROTECTION ANIMALES,
CERTIFICATION ET ENVIRONNEMENT**

Arrêté n° 20231130-01 du 30 novembre 2023

Objet : Agrément des tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires réalisant des opérations de prophylaxie collective dirigées par l'État dans le département de l'Aveyron pour la campagne 2023-24

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le code rural dont notamment les articles L. 201-1 et suivants, D 201-1 et suivants, R. 203-14 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 décembre 1990 modifié fixant les mesures financières relatives à la prophylaxie de la leucose bovine enzootique ;
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 2004 relatif au contrôle sanitaire officiel des échanges de reproducteurs ovins et caprins vis-à-vis de la tremblante ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 septembre 2004 relatif à la rémunération des vétérinaires mandatés pour les opérations de police sanitaire ;
- VU** l'arrêté interministériel du 17 juin 2009 modifié fixant les mesures financières relatives à la lutte contre la brucellose bovine et à la lutte contre la tuberculose bovine et caprine ;
- VU** l'arrêté interministériel du 20 août 2009 modifié fixant diverses mesures financières relatives à la lutte contre la maladie d'Aujeszky ;
- VU** l'arrêté ministériel du 10 octobre 2013 fixant les mesures financières relatives à la lutte contre la brucellose ovine et caprine ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 juin 2017 établissant la liste des interventions relatives à des mesures de surveillance ou de prévention obligatoires mentionnées à l'article L.203-1 du code rural et de la pêche maritime ;
- VU** le décret du 5 octobre 2022 nommant M. Charles GIUSTI, préfet de l'Aveyron ;
- VU** l'arrêté du 21 juin 2021 portant nomination de Mme Marie-Claire MARGUIER, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 12-2022-1024-00022 du 24 octobre 2022 portant délégation de signature à Mme Marie-Claire MARGUIER, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 20230928-02 du 28 septembre 2023 modifié portant organisation des opérations de prophylaxie collective obligatoire pour les bovins, les ovins, les caprins, les porcins pour la campagne 2023-24 dans le département de l'Aveyron ;

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail,
des Solidarités et de la Protection des Populations
9 rue de Bruxelles – BP 3125
12031 RODEZ CEDEX 9
Tél. : 05 65 73 52 00
Mél. : ddetspp@aveyron.gouv.fr

VU la convention du 7 novembre 2023 fixant la rémunération des vétérinaires sanitaires réalisant des opérations de prophylaxie collective dirigées par l'État dans le département de l'Aveyron pour la campagne 2023-24 ;

Considérant qu'il revient au Préfet, en application des dispositions de l'article R 203-14 du code rural et de la pêche maritime d'agréer les tarifs conventionnellement établis entre les représentants des vétérinaires sanitaires et des éleveurs propriétaires ou détenteurs d'animaux ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

ARRETE

Article 1 : Objet

Les tarifs fixés dans la convention du 7 novembre 2023 relative à la rémunération des opérations de prophylaxie collective intéressant les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine pour la campagne 2023-24 dont un exemplaire est joint en annexe 1 du présent arrêté sont agréés.

Ces tarifs s'inscrivent en complément de la rémunération des contrôles de requalification, prise en charge par l'État, telle que récapitulée en annexe 2 du présent arrêté.

Le tableau synthétisant l'ensemble des rémunérations auxquelles peuvent prétendre les vétérinaires sanitaires réalisant des opérations de prophylaxie collective et de police sanitaire pour une maladie réglementée est consultable en annexe 3 du présent arrêté.

Article 2 : Diffusion

Le présent arrêté sera notifié aux représentants des vétérinaires sanitaires et des éleveurs propriétaires ou détenteurs d'animaux.

Il sera en outre :

- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture ;
- affichés dans les mairies.

Article 3: Exécution

La Secrétaire Générale de la préfecture, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rodez, le 30 novembre 2023

Pour le Préfet et par délégation,
la directrice départementale de l'emploi, du travail, des
solidarités et de la protection des populations

Signé

Marie-Claire MARGUIER

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Toulouse peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le recours peut également être engagé par voie dématérialisée sur l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr>).

Annexe 1

CONVENTION FIXANT LES TARIFS DE RÉMUNÉRATION DES VÉTÉRINAIRES SANITAIRES RÉALISANT LES OPÉRATIONS DE PROPHYLAXIE COLLECTIVE DIRIGÉES PAR L'ÉTAT DANS LE DÉPARTEMENT DE L'AVEYRON

-

CAMPAGNE 2023-24

La présente convention est établie entre les représentants de la profession vétérinaire d'une part :

- M. Céline LABADENS-CASENAVE, docteur vétérinaire à Baraqueville, désignée par le syndicat des vétérinaires praticiens de l'Aveyron ;
- Mme Cindy GERVAIS, docteur vétérinaire à Entraygues-sur-Truyère désignée par l'Ordre des Vétérinaires,

et les représentants des propriétaires ou détenteurs d'animaux d'autre part :

- Mme Virginie ALBESPY désignée par la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron ;
- M. Bernard LACOMBE désigné par la Fédération des Organismes de Défense Sanitaire de l'Aveyron.

Les parties précédemment définies,

VU le code rural dont notamment les articles L. 201-1 et suivants, D 201-1 et suivants, R. 203-14 ;

VU l'arrêté ministériel du 31 décembre 1990 modifié fixant les mesures financières relatives à la prophylaxie de la leucose bovine enzootique ;

VU l'arrêté ministériel du 30 septembre 2004 relatif à la rémunération des vétérinaires mandatés pour les opérations de police sanitaire ;

VU l'arrêté interministériel du 17 juin 2009 modifié fixant les mesures financières relatives à la lutte contre la brucellose bovine et à la lutte contre la tuberculose bovine et caprine ;

VU l'arrêté interministériel du 20 août 2009 modifié fixant diverses mesures financières relatives à la lutte contre la maladie d'Aujeszky ;

VU l'arrêté ministériel du 10 octobre 2013 fixant les mesures financières relatives à la lutte contre la brucellose ovine et caprine ;

VU l'arrêté ministériel du 1er décembre 2015 modifié instituant une participation financière de l'Etat pour le dépistage de la tuberculose bovine ;

VU l'arrêté ministériel du 27 juin 2017 établissant la liste des interventions relatives à des mesures de surveillance ou de prévention obligatoires mentionnées à l'article L.203-1 du code rural et de la pêche maritime ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2019 modifié fixant des mesures de surveillance et de lutte contre la maladie des muqueuses/diarrhée virale bovine (BVD) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 20230928-01 du 28 septembre 2023 portant organisation des opérations de prophylaxie collective obligatoire pour les bovins, les ovins, les caprins, les porcins pour la campagne 2023-24 dans le département de l'Aveyron ;

VU les relevés de décision des réunions bipartites des 7 septembre et 9 octobre 2023 et de la réunion de conciliation présidée par M. le Préfet de l'Aveyron le 7 novembre 2023 ;

conviennent ce qui suit pour la campagne prophylaxie 2023-24.

Article 1 : Objet

La rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent, durant les périodes définies à l'article 2 de l'arrêté du 28 septembre 2023 sus-mentionné soit :

- du 1^{er} octobre 2023 au 31 mai 2024 pour les cheptels bovins ;
- du 1^{er} avril au 31 décembre 2024 pour les cheptels ovins et caprins ;
- du 1^{er} juillet au 31 décembre 2024 pour les cheptels porcins ;

des actes de prophylaxie collective des animaux effectués en application de l'article L. 201-8 du code rural, soit à l'initiative des propriétaires ou détenteurs d'animaux, soit à la demande de l'administration est établie selon les modalités définies par les articles 2 à 9 de la présente convention.

Article 2 : Dispositions communes

Les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires réalisant des actes de prophylaxie collective intéressant les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine sont, dans tous les cas, fixés en HORS TAXES et sont exprimés en Indice Ordinal (IO) selon la tarification en vigueur (15,87 € au 1^{er} janvier 2023 et 16,63 € au 1^{er} janvier 2024).

La visite comprend :

- l'évaluation technique et réglementaire ;
- l'organisation de la visite ;
- la préparation de la visite ;
- la présentation des opérations aux éleveurs ;
- l'application des décisions à l'éleveur ;
- l'établissement des rapports et comptes-rendus.

L'acte d'intradermotuberculination comparative comprend :

- la mesure du pli de peau initial ;
- l'acte d'injection intradermique ;
- la lecture des résultats par mesure du pli de peau et son interprétation ;
- la rédaction du compte-rendu et la communication des résultats de l'IDC sous un format répondant aux attentes de l'instruction technique n° 2015-803 du 23 septembre 2015.

Les prélèvements sanguins doivent donner lieu au changement systématique de l'aiguille entre chaque animal.

Article 3 : Tarifs pour les opérations de prophylaxies collectives :

3.1 - Bovins :

- Visite de réalisation..... 2,000
- Visite de lecture 2,000
- Intradermotuberculination (IDC) par animal testé 0,500
(participation de l'État à hauteur de 6,15 € HT/IDC + fourniture des allergènes)
- Prélèvement de sang brucellose/leucose/IBR par animal prélevé..... 0,177

En cas de signalement d'absence de changement systématique des aiguilles entre deux bovins, les prélèvements du cabinet vétérinaire ne seront indemnisés qu'à hauteur de 0,166 IO par animal.

3.2 - Ovins – caprins :

- Visite de réalisation..... 2,000
- Prélèvement de sang brucellose par animal prélevé..... 0,067

3.3 - Porcins :

- Visite d'élevages de 5 truies ou moins et élevages de plein air..... 3,000
- Visite d'élevages de plus de 5 truies 2,000
- Prélèvement sanguin (sur buvard)..... 0,200
(dont 1.22 € à la charge de l'État)

Article 4 : Tarifs pour les contrôles d'introduction :

4.1 - Bovins avec intradermotuberculation (*allergènes non compris*) :

- Pour le 1^{er} bovin..... 2,000
- du 2^{ème} au 9^{ème} bovin (par animal)..... 0,600
- le 10^{ème} bovin et les suivants (par animal)..... 0,300
- visite de lecture 2,000

4.2 - Bovins sans intradermotuberculation :

- Pour le 1^{er} bovin..... 1,500
- Pour le 2^{ème} bovin et les suivants (par animal)..... 0,200

4.3 - Ovins-caprins :

- Visite..... 0,777
- Prélèvements sanguins..... 0,069

Article 5 : Tarifs pour les visites des cheptels bovins ou ovins d'engraissement nécessaires pour l'obtention ou le maintien d'une dérogation à l'obligation des contrôles individuels de prophylaxie.

- Visite initiale..... 5,767
- Visite annuelle 2,884

Article 6 : Tarifs pour les vaccinations

6.1 - Vaccination contre la rhinotrachéite infectieuse bovine

Les vaccinations s'inscrivant dans le cadre de la prophylaxie collective de la rhinotrachéite infectieuse bovine sont rémunérées selon les dispositions suivantes.

- Visite..... 1,500
- Injection (par animal) 0,100
- Vaccin (en % du prix d'achat à la Centrale) 125 %

6.2 - Vaccination contre la fièvre catarrhale ovine

Les tarifs ci-après ne s'appliqueront que si la vaccination contre la fièvre catarrhale ovine devient obligatoire. En absence d'obligations réglementaires, la facturation se fait à la discrétion du vétérinaire.

• Visite.....	2,000
• Injection :	
◦ sur bovins (par animal).....	0,140
◦ sur ovins (par animal).....	0,047
• Vaccin (en % du prix d'achat à la Centrale)	125 %

La facturation des déplacements se fait à la discrétion du vétérinaire.

Article 7 : Gestion de la BVD

• Visite	2,000
• Prélèvement de sang par animal prélevé.....	0,177
• Enquête épidémiologique.....	8,000

Les coûts induits par la gestion de la BVD sont à la charge des éleveurs

Article 8 : Contrôle sanitaire officiel des reproducteurs ovins et caprins à l'égard de la tremblante des petits ruminants et des reproducteurs introduits en centre d'insémination artificielle.

• Visite.....	5,31
---------------	------

Article 9 : Gestion des cas particuliers.

Lorsque des circonstances particulières nécessitent une plus grande disponibilité du vétérinaire sanitaire notamment si :

- les animaux sont mal rassemblés ;
- la contention n'est pas réalisée de manière satisfaisante ;
- la prophylaxie est faite en plusieurs fois ;
- l'éleveur souhaite un rendez-vous précis ;
- les inventaires des cheptels ne sont pas réalisés ;

ce dernier peut facturer à l'éleveur les frais supplémentaires suivants :

• Visite majorée.....	6,000
-----------------------	-------

Pour les élevages bénéficiant de la dérogation « 40 » dans le cadre de la prophylaxie de l'IBR, le vétérinaire peut facturer directement à l'éleveur une participation forfaitaire à hauteur de 4 IO par demi-heure supplémentaire si l'organisation du chantier ne permet pas la réalisation des quarante prises de sang dans un délai de 1h15min.

Article 10 : Frais de déplacements

Il est instauré pour les opérations de prophylaxie un forfait de déplacement décliné selon 3 zones tel que développé ci-après.

- Forfait déplacement prophylaxie :
 - cabinet vétérinaire en zone 1 5 €
 - cabinet vétérinaire en zone 2 10 €
 - cabinet vétérinaire en zone 3 20 €
- Contrôles d'introduction (indemnité kilométrique) 0,051
- Visites des cheptels bovins ou ovins d'engraissement nécessaires pour l'obtention ou le maintien d'une dérogation à l'obligation des contrôles individuels de prophylaxie : (forfait déplacement) 1,073
- Gestion des cas particuliers définis à l'article 9 (Indemnité kilométrique)..... 0,085

Les modalités de calcul de la situation d'un cabinet vétérinaire ainsi que le classement qui en résulte seront communiqués par la FODSA-GDS12 à chaque cabinet vétérinaire en même temps que le courrier de lancement de la campagne de la prophylaxie.

Le classement de chaque cabinet vétérinaire sera en outre réévalué annuellement préalablement au lancement de la campagne pour prendre en considération les éventuelles évolutions de la clientèle.

Fait à Rodez, le 7 novembre 2023

Les représentants des vétérinaires sanitaires :

Céline LABADENS-CASENAVE



Cindy GERVAIS



Les représentants des éleveurs et détenteurs
d'animaux

Virginie ALBESPY



Bernard LACOMBE



Annexe 2

Contrôles de requalification à la charge de l'État

L'État assure une rémunération des vétérinaires mandatés pour les opérations de police sanitaire exprimée en AMV (14,18 € HT à compter du 1^{er} janvier 2020) qui intègre, en sus des opérations listées aux paragraphes 2.1 à 2.3 suivants, les frais liés aux déplacements et plus particulièrement :

- une indemnité kilométrique établie selon le barème suivant :

Puissance Fiscale	Distance annuelle		
	Jusqu'à 2 000 km	De 2 001 à 10 000 km	Au-delà de 10 000 km
Véhicule de 5 CV et moins	0,32	0,4	0,23
Véhicule de 6 CV et 7 CV	0,41	0,51	0,3
Véhicule de 8 CV et plus	0,45	0,55	0,32

Source : arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État

- la rémunération du temps de déplacement sur la base forfaitaire de 1/15 d'AMV par kilomètre parcouru.

2.1. Tuberculose :

- Visite de réalisation..... 2,000
- Visite de lecture..... 2,000
- IDS (*allergènes compris*)..... 0,200
- IDC (*allergènes compris*)..... 0,500

2.2. Brucellose et leucose bovine :

- Visite..... 2,000
- Prélèvement sanguin..... 0,200
- Épreuve cutanée allergique (*allergènes fournis par l'État*) 0,200

2.3. Brucellose ovine :

- Visite de réalisation..... 2,000
- Visite de lecture..... 2,000
- Prélèvement sanguin..... 0,100
- Épreuve cutanée allergique (*allergènes fournis par l'État*) 0,500

Annexe 3

Tableaux de synthèse des honoraires vétérinaires applicables pour la campagne 2020-21

	TARIFS HT €	PARTICIPATION		
		ÉLEVEUR	ÉTAT	FODSA
PROPHYLAXIES				
Bovins :				
Visite de réalisation	2,000 IO			2,000 IO
Visite de lecture	2,000 IO			2,000 IO
IDC (<i>allergènes fournis par l'État</i>)	0,500 IO		6,15 €	0,500 IO - 6,15 €
Prélèvement sang brucellose/leucose/IBR	0,177 IO*			0,177 IO
* dont 0,011 IO / changement systématique des aiguilles				
Ovins-Caprins :				
Visite	2,000 IO			2,000 IO
Prélèvement sanguin brucellose	0,067 IO			0,067 IO
Porcins :				
Visite élevage plein-air et < 5 truies	3,000 IO		1,22 €	3,000 IO
Visite élevage > 5 truies	2,000 IO			2,000 IO
Prélèvement sanguin (buvard)	0,200 IO			0,2 IO - 1,22 €
Forfait déplacement :				
• Zone 1	5 € HT			5 € HT
• Zone 2	10 € HT			10 € HT
• Zone 3	20 € HT			20 € HT
CONTRÔLE INTRODUCTION BOVINS				
Indemnité kilométrique	0,051 IO	0,051 IO		
Avec intradermotuberculination :				
Visite de réalisation 1 ^{er} bovin (<i>allergènes</i>)	2,000 IO	2,000 IO		
2 ^{ème} au 9 ^{ème} animal (<i>non</i>)	0,600 IO	0,600 IO		
10 ^{ème} animal et suivants (<i>compris</i>)	0,300 IO	0,300 IO		
Visite de lecture	2,000 IO	2,000 IO		
Sans intradermotuberculination :				
1 ^{er} bovin	1,500 IO	1,500 IO		
2 ^{ème} et suivants	0,200 IO	0,200 IO		
CONTRÔLE INTRODUCTION OVINS-CAPRINS				
Indemnité kilométrique	0,051 IO	0,051 IO		
Visite	0,777 IO	0,777 IO		
Prélèvement sanguin	0,069 IO	0,069 IO		
CHEPTEL D'ENGRASSEMENT DÉROGATOIRE				
Visite initiale de conformité	5,767 IO	5,767 IO		
Visite annuelle	2,884 IO	2,884 IO		
Déplacement forfaitaire	1,073 IO	1,073 IO		
VACCINATION IBR				
Visite	1,500 IO	1,500 IO		
Injection du vaccin par animal	0,100 IO	0,100 IO		
Vaccin (prix)	1,25 X prix achat	1,25 X prix achat		
VACCINATION FCO (si rendue obligatoire)				
Visite	2,000 IO	2,000 IO		
Injection du vaccin par animal				
* bovins	0,140 IO	0,140 IO		
* ovins	0,047 IO	0,047 IO		
Vaccin (prix)	1,25 X prix achat	1,25 X prix achat		
CSO tremblante et contrôle bélier				
Visite	5,308 IO	5,308 IO		
BVD				
Visite	2,000 IO	2,000 IO		
Prélèvements sanguins	0,177 IO	0,171 IO		
Enquête épidémiologique	8,000 IO	8,000 IO		
CIRCONSTANCES PARTICULIÈRES				
Indemnité kilométrique	0,085 IO	0,085 IO		
Visite supplémentaire	2,000 IO	2,000 IO		
Visite forfaitaire	6,000 IO	6,000 IO		
Dérogation « 40 » IBR : prophylaxie au-delà de 1h15	4 IO / demi-heure sup	4 IO / demi-heure sup		

IO = Indice Ordinal

	TARIFS HT €	PARTICIPATION		
		ÉLEVEUR	ÉTAT	FODSA
CONTRÔLES REQUALIFICATION				
Indemnité kilométrique temps de déplacement	(*) 1/15 AMV/km		(*) 1/15 AMV/km	
<u>Tuberculose :</u>				
Visite de réalisation	2,000 AMV		2,000 AMV	
Visite de lecture	2,000 AMV		2,000 AMV	
IDS (<i>allergènes compris</i>)	0,200 AMV		0,200 AMV	
IDC (<i>allergènes compris</i>)	0,500 AMV		0,500 AMV	
<u>Brucellose et leucose bovine :</u>				
Visite de réalisation	2,000 AMV		2,000 AMV	
Visite de lecture	2,000 AMV		2,000 AMV	
Prélèvement sanguin	0,200 AMV		0,200 AMV	
Épreuve brucelline (<i>allergènes fournis par État</i>)	0,200 AMV		0,200 AMV	
<u>Brucellose ovine :</u>				
Visite de réalisation	2,000 AMV		2,000 AMV	
Visite de lecture	2,000 AMV		2,000 AMV	
Prélèvement sanguin	0,100 AMV		0,100 AMV	
Épreuve brucelline (<i>allergènes fournis par État</i>)	0,200 AMV		0,200 AMV	

AMV = Acte Médical Vétérinaire - * selon barème présenté à l'annexe 2 du présent arrêté

Direction Départementale Emploi Travail
Solidarités Protection des Populations

12-2023-12-01-00003

Subdélégation dans le cadre de la convention de
délégation de gestion de la DREETS OCCITANIE
à la DDETSPP de l' Aveyron au titre de dépenses
relevant des programmes 102, 103 et 305



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de l'Emploi, du Travail, des Solidarités
et de la Protection des Populations**

DIRECTION

Arrêté n° 20231201-05 du 1^{er} décembre 2023

Objet : Subdélégation dans le cadre de la convention de délégation de gestion de la DREETS OCCITANIE à la DDETSPP de l'Aveyron au titre de dépenses relevant des programmes 102, 103 et 305

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu la convention de délégation de gestion de la DREETS OCCITANIE à la DDETS-PP de l'Aveyron au titre de dépenses relevant des programmes 102, 103 et 305 (N°12-2022-03-07-0004 du 7 mars 2022) ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection de populations de l'Aveyron ;

- A R R E T E -

Article 1^{er} : La subdélégation de signature est donnée par Madame Marie-Claire MARGUIER, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection de populations de l'Aveyron, pour les actes prévus à l'article 2 de la convention de délégation de gestion de la DREETS OCCITANIE à la DDETSPP de l'Aveyron au titre de dépenses relevant des programmes 102, 103 et 305 à Madame Sylvie MIQUEL et à Madame Véronique HAAS à l'exclusion de la signature et la notification des conventions et arrêtés attributifs.

Article 2 : En cas d'absence de Madame Marie-Claire MARGUIER, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection de populations de l'Aveyron, la signature et la notification des conventions et arrêtés attributifs sont exercées par Madame Isabelle SERRES, directrice adjointe de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection de populations de l'Aveyron et par Monsieur Jérémie BOUQUET, directeur adjoint de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection de populations de l'Aveyron.

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail,
des Solidarités et de la Protection des Populations
9 rue de Bruxelles – BP 3125
12031 RODEZ CEDEX 9
Tél. : 05 65 73 52 00
Mél. : ddetspp@aveyron.gouv.fr

Article 3 : La présente subdélégation est exercée dans les conditions et les limites fixées par la convention de délégation de gestion de la DREETS OCCITANIE à la DDETSPP de l'Aveyron au titre de dépenses relevant des programmes 102, 103 et 305, en particulier l'article 5.

Article 4 : La directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Rodez, le 1er décembre 2023

La directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,

Signé

Marie-Claire MARGUIER

Direction Départementale Emploi Travail
Solidarités Protection des Populations

12-2023-12-01-00001

Subdélégation de signature en cas d'absence ou
d'empêchement de Mme Marie-Claire
MARGUIER, Directrice Départementale de
l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la
Protection des Populations de l'Aveyron



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de l'Emploi, du Travail, des Solidarités
et de la Protection des Populations**

DIRECTION

Arrêté n° 20231201-03 du 01 décembre 2023

Objet : Subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Claire MARGUIER, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de l'Aveyron

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
*Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite*

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment l'article 24 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2022 portant organisation des services de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron ;

VU l'arrêté du 21 juin 2021 portant nomination de Mme Marie-Claire MARGUIER, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron ;

VU l'arrêté du 24 octobre 2022 donnant délégation de signature à Mme Marie-Claire MARGUIER, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron ;

SUR proposition de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron ;

- A R R E T E -

Article 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Claire MARGUIER, la subdélégation de signature, à l'exception des sanctions disciplinaires, est donnée à :

- Mme Isabelle SERRES, directrice départementale adjointe de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron ;

9, rue de Bruxelles
BP 3125
12031 RODEZ CEDEX 9
Tél. : 05 65 73 52 11
Mél. : ddetspp@aveyron.gouv.fr

1/3

- M. Jérémie BOUQUET, directeur départemental adjoint de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Claire MARGUIER, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron, de Mme Isabelle SERRES et de M. Jérémie BOUQUET, directeurs départementaux adjoints de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron, subdélégation de signature est accordée, dans leurs domaines de compétences, à :

Comité Médical :

- Docteur Sylvie DUGUE-BOYER, secrétaire du comité médical.

Conseil médical plénier :

- Docteur Catherine FAGGIANELLI, présidente de la commission de réforme.

Service Emploi, Mutations Économiques et Solidarités :

- Mme Sylvie MIQUEL, cheffe du service Emploi, Mutations Économiques et Solidarités (EMES) ;
- Mme Véronique HAAS, adjointe au chef de service Emploi, Mutations Économiques et Solidarités (EMES).

Système d'Inspection du Travail :

- M. Jean-Pierre LAGUETTE, Responsable de l'Unité de Contrôle (SIT).

Service Lutte Contre les Exclusions et Protection des Publics Vulnérables :

- Mme Véronique GUILLOUMY, cheffe du service Lutte Contre les Exclusions (LCE) ;

Service Sécurité et Qualité Sanitaires de l'Alimentation Inspection en Abattoirs :

- Mme Michèle EYMERY, cheffe du service Sécurité et Qualité Sanitaires de l'Alimentation Inspection en Abattoirs (SQSAIA) ;
- Mme Rebecca DUBOST, adjointe à la cheffe du service Sécurité et Qualité Sanitaires de l'Alimentation Inspection en Abattoirs (SQSAIA) ;
- Mme Denise COSTES-HENCK, cheffe d'unité abattoir.

Service Santé et Protection Animales, Certification et Environnement :

- Mme Christel ALAUZET, cheffe du service Santé, Protection Animales, Certification et Environnement (SPACE) ;
- M. Cyril PAILHOUS, adjoint principal à la cheffe du service Santé, Protection Animales, Certification et Environnement (SPACE) ;
- Mme Dominique VERGES, suppléante à la cheffe du service Santé, Protection Animales, Certification et Environnement (SPACE), adjointe cheffe d'unité.

Délégation départementale aux Droits des Femmes et à l'Égalité :

- Mme Hélène ANCESSI, déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité.

Ingénierie et expertise sociale, protection de l'enfance, secrétariat du conseil de famille :

- Mme Claire ALAZARD, chargée de mission, conseillère technique en travail social.

Service de la Concurrence, Consommation et Répression des Fraudes :

- M. Michel MALAVAL, chef du service Concurrence, Consommation et Répression des Fraudes (CCRF) ;
- M. Jean-Michel FABRE, enquêteur CCRF/Secteur alimentaire (hors contentieux),
- Mme Solène DELMAS, responsable qualité locale (hors contentieux),

Conseil de famille :

En cas d'absence ou d'empêchement de la direction, Madame Claire ALAZARD, en qualité de tutrice par délégation.

Article 3 : Les dispositions de l'arrêté n° 20221026-01 du 26 octobre 2022 sont abrogées.

Article 4 : La directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Rodez, le 01 décembre 2023

La directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,

Signé

Marie-Claire MARGUIER

Direction Départementale Emploi Travail
Solidarités Protection des Populations

12-2023-12-01-00002

Subdélégation de signature en cas d'absence ou
d'empêchement de Mme Marie-Claire
MARGUIER, Directrice Départementale de
l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la
Protection des Populations de l'Aveyron en
qualité d'ordonnateur secondaire délégué



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de l'Emploi, du Travail des Solidarités
et de la Protection des Populations**

DIRECTION

Arrêté n° 20231201-04 du 01 décembre 2023

Objet : Subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Claire MARGUIER, Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de l'Aveyron en qualité d'ordonnateur secondaire délégué

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU la loi organique N° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment l'article 21 ;

VU le décret N° 2012-1274 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2022 portant organisation des services de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron ;

VU l'arrêté du 21 juin 2021 portant nomination de Mme Marie-Claire MARGUIER, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron ;

VU l'arrêté du 24 octobre 2022 donnant délégation de signature à Mme Marie-Claire MARGUIER, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron en qualité d'ordonnateur secondaire délégué ;

SUR proposition de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron ;

9, rue de Bruxelles
BP 3125
12031 RODEZ CEDEX 9
Tél. : 05 65 73 52 11
Mél. : ddetspp@aveyron.gouv.fr

1/3

- A R R E T E -

Article 1 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Claire MARGUIER, la subdélégation de signature est donnée à :

- Mme Isabelle SERRES, directrice départementale adjointe de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron ;
- à Monsieur Jérémie BOUQUET, directeur départemental adjoint de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Claire MARGUIER, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron et de Mme Isabelle SERRES et de M. Jérémie BOUQUET, directeurs départementaux adjoints de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron, subdélégation de signature est accordée comme suit :

Programme	Libellé
104	Intégration et accès à la nationalité
134	Développement des entreprises et du tourisme
135	Urbanisme, territoire et amélioration de l'habitat
147	Politique de la ville
157	Handicap et dépendance
177	Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables
183	Protection maladie
206	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation
303	Immigration et asile
304	Inclusion sociale et protection des personnes
354	Administration territoriale de l'État

BOP 206

Pour les actes attributifs et services faits à :

- Mme Christel ALAUZET, cheffe du service Santé et Protection Animales, Certification et Environnement (SPACE) ;
- M. Cyril PAILHOUS, adjoint à la cheffe du service SPACE ;
- Mme Michèle EYMERY, cheffe du service Sécurité et Qualité Sanitaires de l'Alimentation Inspection en Abattoirs (SQSAIA) ;
- Mme Rébecca DUBOST, adjointe à la cheffe du service SQSAIA ;
- Mme Denise COSTES-HENCK, cheffe d'unité abattoir pour son domaine de compétence.
- Mme Fatiha BOUCHFIRA, secrétaire du service Sécurité et Qualité Sanitaires de l'Alimentation Inspection en Abattoirs (SQSAIA) ;
- M. Jean-Luc DREVET, inspecteur en santé et protection animale, service Santé et Protection Animales, Certification et Environnement (SPACE) ;
- Mme Laetitia LESTRUHAUT, inspectrice au service Sécurité et Qualité Sanitaires de l'Alimentation Inspection en Abattoirs (SQSAIA) ;
- Mme Céline MEYER, inspectrice en santé et protection animales, service Santé et Protection Animales, Certification et Environnement (SPACE) ;
- Mme Virginie RIGAL, gestionnaire logistique et technique, service Santé et Protection Animales, Certification et Environnement (SPACE) ;

Pour la validation dans l'outil ESCALE à :

- Mme Céline ALBOUY
- Mme Sylvie GRIFFOUL.

BOP 134

Pour les actes attributifs et services faits à :

- M. Michel MALAVAL, chef de service Concurrence Consommation Répression des Fraudes ;

BOP 104, 135, 157, 177, 183, 303, 304, 147 :

Pour les actes attributifs et services faits à :

- Mme Véronique GUILLOUMY, cheffe du service de Lutte Contre les Exclusions et Protection des Publics Vulnérables ;

Pour les validations dans l'outil GISPRO BOP 147 à :

- Mme Véronique GUILLOUMY, cheffe du service de Lutte Contre les Exclusions et Protection des Publics Vulnérables ;
- Mme Martine MERLE, gestionnaire des crédits politique de la ville.

Pour les validations dans l'outil Chorus formulaire BOP 104, 135, 157, 177, 183, 303, 304 à :

- Mme Véronique GUILLOUMY, cheffe du service de Lutte Contre les Exclusions et Protection des Publics Vulnérables ;

Article 3 : Subdélégation est donnée pour Chorus et Chorus formulaire, pour l'ensemble des BOP de la DDETSPP (hors BOP 147) à :

- Mme Céline ALBOUY, gestionnaire administrative ;
- Mme Christine CABANIOLS, gestionnaire administrative et comptable ;
- Mme Christine DUCHAMP, gestionnaire administrative ;
- Mme Sylvie GRIFFOUL, gestionnaire administrative.

Article 4 : Les dispositions de l'arrêté n° 20221026-02 du 26 octobre 2022 sont abrogées.

Article 5 : La directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Rodez, le 01 décembre 2023

La directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,

Signé

Marie-Claire MARGUIER